



BIODIVERCITIES RIO 2012

Unidades de conservação urbanas : desafios, atores, espaços

Urban protected areas : issues, actors, spaces

Aires protégées urbaines : enjeux, acteurs, espaces

Le **colloque international BiodiverCities 2012** a eu lieu à l'Université Catholique de Rio de Janeiro les 29 et 30 octobre 2012, dans le cadre du programme de recherche *Urban National Parks in Emerging Countries & Cities – UNPEC* (2012-2015), financé par l'Agence Nationale de la Recherche (ANR), France. UNPEC est un programme interdisciplinaire de recherche fondamentale et appliquée qui compare les parcs nationaux urbains dans les grandes métropoles du Sud : Rio de Janeiro, Le Cap, Mumbai, Nairobi.

Les travaux ont traité des dynamiques convergentes ou divergentes des acteurs, des nombreux défis et de la grande diversité des espaces protégés urbains, trop souvent considérés comme « naturels » face à des villes qui seraient l'artefact humain par excellence. Les axes thématiques, discutés en six sessions, furent les suivants :

1. Importance, rôle et défis des aires protégées urbaines ;
2. Le rôle de la recherche dans la gestion d'aires protégées urbaines ;
3. Aires protégées urbaines: vers un nouveau modèle des rapports entre nature et culture? ;
4. Politiques publiques et gestion d'aires protégées urbaines: synergies et contradictions ;
5. La participation de la population locale dans la gestion des aires protégées urbaines ;
6. Préservation d'écosystèmes et aires protégées urbaines: comment conjuguer durabilités économique et environnementale.

Le colloque *BiodiverCities* 2012 a mis en évidence, au delà des résultats des travaux académiques, certaines tensions du contexte géopolitique local, ce qui a donné lieu à des débats parfois animés. En effet, Rio subit actuellement de nombreuses pressions liées notamment aux transformations urbaines en cours pour la préparation des grands événements internationaux : Coupe du monde de football en 2014, Jeux Olympiques en 2016. Ceci s'ajoute aux conflits liés aux pressions structurelles de l'urbanisation sur les espaces naturels protégés.

Cette rencontre a travaillé à déconstruire l'opposition philosophique et culturelle entre ville et nature, entre espace urbain et espace naturel, entre l'Homme et l'environnement, avec l'objectif principal de contribuer à de nouveaux rapports entre les humains et ce que nous appelons la nature. Dans ce sens, *BiodiverCities* a une triple vocation : réfléchir à la diversité de la vie et des êtres vivants, y compris l'Homme ; prendre en compte la diversité des villes ; considérer la grande variété des cultures, notamment dans leurs rapports à la nature. Dans ce contexte, les aires protégées urbaines (APU) sont des laboratoires grandeur « nature » où des nouvelles expériences peuvent se développer. Les APU ne peuvent pas être l'arbre que l'on conserve pour détruire la forêt, mais elles doivent être reconnues pour leurs spécificités, vitrine pédagogique d'une conservation de la *biogéosphère* qui intègre aussi l'Homme.

Les intervenants ont attiré l'attention sur l'importance de savoir pourquoi conserver, pour qui conserver et quelle conservation est possible selon les contextes. La pratique montre que la doctrine de la conservation *stricto sensu* ne semble pas adaptée au contexte urbain. Il est ainsi temps de sortir d'une orientation théorique pour rentrer dans la pratique, afin de considérer les APU non plus comme un problème, mais une opportunité.

Les défis des APU concernent l'évolution du concept de « fortress conservation » vers une relation d'hôtes mutuels entre parcs et villes, où dynamiques et traitements de l'interface entre les deux entités jouent un rôle

prépondérant. Cette interface est appelée à jouer un rôle de frontière d'intégration et non plus de séparation. Le processus évolutif, étudié dans le programme UNPEC, peut se traduire sur le terrain par des espaces d'hybridation. Dans ce contexte, l'éducation à l'environnement devient un outil fondamental pour transformer les rapports des humains, en particulier des citoyens, à la nature : elle est une politique d'intégration sociale, environnementale et de développement.

Pour s'interroger sur « le rôle de la recherche dans la gestion d'aires protégées urbaines », ont été présentés les contextes des quatre parcs nationaux urbains étudiés par le programme UNPEC. La complexité de la situation socio-économique des grandes métropoles des pays émergents exige un nouveau regard sur les politiques de gestion de l'environnement. Malgré la différence des contextes, les 4 parcs pilotes du programme UNPEC sont tous directement confrontés aux impacts d'une dynamique socio-économique marquée par des fortes inégalités. La notion d'émergence fait ressortir la juxtaposition de groupes sociaux et d'espaces de plus en plus contrastés, avec des systèmes de représentation de la nature et de la ville le plus souvent divergents. Les quatre sites, Mumbai (au pied des Western Ghats), le Cap (dans le Cape Floral Kingdom), Nairobi (au pied de l'Eastern Afromontane) ainsi que Rio (dans la forêt tropicale atlantique) sont situés à proximité ou au cœur de « *hotspots* » mondiaux classés en Réserves de biosphère. Ces parcs urbains apparaissent comme des laboratoires d'importance capitale pour tester la capacité d'une société, en l'occurrence dans une économie émergente, à cohabiter durablement avec une riche biodiversité, reconnue d'importance mondiale, par différents modes de gouvernance et de sensibilisation du public.

Il en ressort deux types d'espaces naturels protégés sous influence des dynamiques urbaines. D'un côté demeure un modèle de parc sanctuaire « à l'ancienne » quoique mal en point, du type « *fortress conservation* », illustré par l'exemple indien du Sanjay Gandhi National Park. De l'autre apparaît un deuxième type de parc, que l'on pourrait appeler « émergent » (« *emerging park* »), avec une dynamique semblable à celle des métropoles émergentes, où les contrastes et les contradictions sont aussi moteurs de l'apparition d'un nouveau modèle de ville. Ce type de parc est celui qui porte l'image de la ville, avec un double rôle iconique : devenir une vitrine de la conservation à l'échelle nationale et internationale et être un modèle de gestion de la biodiversité urbaine. Une double dynamique est donc à l'œuvre : l'intégration du parc à la métropole et l'identification de celle-ci à celui-là. L'expérience de Table Mountain National Park au Cap est une sorte d'idéal type, qui sert de modèle au parc de Tijuca, à Rio. Le parc sert alors de « logo urbain » dans la concurrence entre métropoles pour apparaître comme des « villes durables mondiales » – même si cet aspect des choses est pour l'essentiel demeuré à l'arrière-plan des discussions du colloque. Le Parc National de Nairobi hésite encore entre les deux types.

Toutefois, les difficultés de transfert des modèles apparaissent dans l'exemple du *trail Hoerikwaggo*, au Cap, qui inspire la mise en place de la *Transcarioca*, une piste qui souhaite relier Rio d'est en ouest à travers les APU. Une différence majeure a été soulignée entre les deux parcs : Table Mountain est entouré majoritairement par des quartiers aisés alors qu'à Rio, le Parc de Tijuca est entouré par 102 *favelas*. Cela soulève de graves problèmes de tension urbaine - qui certes existent aussi au Cap. La question de la sécurité des marcheurs apparaît néanmoins secondaire à côté des enjeux de la pénétration des hauteurs de la ville brésilienne. Cette action peut être interprétée comme une tentative de mise sous tutelle de ces espaces, vouée à l'échec sans l'appui des habitants des quartiers concernés. Dans le contexte des pays émergents, marqués par des fortes inégalités sociales, les aires protégées ont aussi besoin de l'adhésion des populations défavorisées pour améliorer leur gestion et leur potentiel en matière de services rendus (entretien de la biodiversité, sécurité et protection...). Les problèmes rencontrés à Nairobi, à Mumbai, au Cap et l'exemple frappant du contexte géopolitique à Rio montrent les difficultés pour intégrer les savoirs des populations locales, leurs rapports à la nature et leurs besoins dans les politiques de conservation. Si l'espace protégé devient un élément du paysage urbain utile à la fois à la nature et à la ville, si la ville apparaît comme un terreau fertile pour la construction d'une vraie « nature urbaine », le défi majeur reste de faire en sorte que cette nature soit réellement démocratique, ouverte et accessible à l'ensemble de la population urbaine.

Les difficultés rencontrées dans l'application concrète des différentes catégories de conservation, issues des modèles internationaux, montrent qu'elle peuvent représenter des instruments de contrôle des perceptions de l'espace et du temps, différentes selon les cultures. Elles témoignent aussi des difficultés d'intégration entre connaissances scientifiques et savoirs traditionnels. D'autres défis ont été soulevés : l'application de la notion de « zone tampon » (comment appliquer dans la ville des réglementations émanant de la zone protégée ?), le contrôle des espèces exotiques qui doit être mieux adapté au contexte urbain, ou encore le besoin d'intégration de la trajectoire de la ville et de ses habitants dans les politiques de conservation. Le plan de gestion de l'espace protégé, le schéma directeur d'aménagement urbain et les autres documents sur le droit du sol doivent être complémentaires, et ce en dépit du temps long des évolutions culturelles et de ses traductions en textes juridiques et législatifs.

Pour éviter que les espaces protégés deviennent des îles encerclées par la maille urbaine, la notion d'infrastructure verte a pour vocation de relier les espaces naturels pour garantir la protection et la pérennité de la biodiversité, des services écosystémiques et de la qualité de la vie urbaine. L'expérience de « mosaïque de conservation » ou de « trame verte et bleue » nécessite néanmoins un travail de concertation entre les différents niveaux de gouvernement responsables de la gestion des espaces protégés, ainsi que l'intégration de la société civile et de ses représentants. L'implantation du Campus Mata Atlântica de la FioCruz à Rio de Janeiro illustre ainsi un processus d'intégration entre la ville et ses acteurs autour d'une unité de conservation intégrale, le parc d'Etat de *Pedra Branca*, à travers un projet urbain durable : la régularisation foncière des populations locales, en concertation avec les différents acteurs et la participation active au Conseil consultatif du parc. Au contraire, la mobilisation populaire pour la protection de la *Serra de Gandarela*, une zone convoitée par les grandes entreprises minières dans la région métropolitaine de Belo Horizonte, au Minas Gerais, attire l'attention sur l'ampleur des conflits d'intérêts et la force du pouvoir économique face aux impératifs de protection de l'environnement et de ses services écosystémiques. Cet exemple illustre le besoin d'un changement paradigmatique : la prise en compte effective de la valorisation de biens et services associés aux unités de conservation et de leur véritable contribution à l'économie nationale, mais aussi mondiale, dans un contexte de changements climatiques globaux.

D'autres expériences ont montré comment l'intégration des populations locales à la gestion des espaces protégés peut contribuer à l'amélioration de la qualité de la conservation, tout en contribuant à la qualité de vie des populations concernées. Le Parc *José Guilherme Merquior*, créé en 2000 à Rio, intègre une communauté « quilombola » (issue des esclaves marrons) reconnue « zone spéciale d'intérêt culturel », un instrument juridique du schéma directeur de la ville. Le Parc de *Serra de Tiririca*, créé en 1991 et géré par l'état fédéré de Rio, intègre une communauté traditionnelle présente sur le site depuis 130 ans, à travers un « contrat de compromis environnemental ».

Il ressort de cette rencontre la nécessité de reconnaître aux aires protégées urbaines de multiples vocations. Elles doivent remplir leurs fonctions premières d'espaces de conservation de la biodiversité, à travers une gestion dynamique et évolutive qui réponde à différents enjeux :

- Maintien et augmentation de la biodiversité;
- Préservation de l'équilibre écologique, voire amélioration de la qualité écologique (eau, sol, air, bruit, lumière, protection contre le feu, pollutions diverses...);
- Satisfaction d'une demande culturelle (au sens humain, écologique, social, culturel et aussi économique) : espaces de loisir, production paysagère, voire vivrière, repères et constructions culturelles, valorisation de biens et services ;
- Rapprochement de l'Homme avec la nature, fonction d'éducation et de sensibilisation à l'environnement;
- Adaptation aux conséquences des changements climatiques.

Face aux multiples défis, il a été rappelé le besoin de développer des recherches plus appliquées associant le savoir scientifique à l'évolution de la gestion des aires protégées.

**Rendez-vous est déjà pris pour le prochain colloque BiodiverCities,
qui aura lieu au printemps 2014 au Cap.**